

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1382 - 23 mars 1989 - 4 F

D 1382 PARAGUAY: LA CHUTE DU GÉNÉRAL STROESSNER

Le 3 février 1989, après une sanglante bataille de rues entre factions militaires, le général Andrés Rodríguez déposait le général Stroessner. Ainsi s'achevait un pouvoir despotique instauré par coup d'Etat en 1954. Le 5 février le général Stroessner se réfugiait au Brésil où il se trouve toujours. Son successeur le général Rodríguez est du sérail, puisqu'il était son bras droit et qu'une de ses filles a épousé un fils du général Stroessner. A ce titre il convient de parler de "révolution de palais" à propos du renversement du vieux président. Si les élections annoncées pour le 1er mai prochain portent officiellement au pouvoir le général Rodríguez, comme candidat du Parti Colorado, ce sera effectivement la continuation d'un système.

Le coup d'Etat du 3 février, inattendu dans sa soudaineté, a été rendu possible par deux facteurs: la division du Parti Colorado de gouvernement par erreur tactique du général Stroessner, et la montée d'une opposition publique rendue possible par le "débat national" ouvert en 1986 dans le pays (cf. DIAL D 1259).

Ci-dessous déclarations - équivoques - des deux protagonistes des récents événements.

Note DIAL

1. Conférence de presse du général Stroessner après son renversement (La República, Asunción, 8 février 1989)

STROESSNER AUX JOURNALISTES:

"J'AI TOUJOURS GOUVERNÉ AVEC LA LOI ET LA CONSTITUTION"

Itumbiara (Brésil)

Le général Stroessner, président déposé du Paraguay, a rompu hier le silence qui était le sien depuis le sanglant coup d'Etat qui l'a renversé, et il a reconnu l'existence de "*situations anormales*" sous son régime qui a duré près de trente-cinq ans.

Au cours d'une conférence de presse tenue dans la maison d'hôte où il se trouve confiné depuis dimanche, Stroessner a déclaré que l'asile temporaire accordé par le président brésilien José Sarney était "*une question d'humanité*". Interrogé sur les raisons de son choix du Brésil comme pays d'asile, Stroessner, âgé de 76 ans, a rappelé la coopération économique entre le Brésil et le Paraguay, en particulier le grand barrage hydroélectrique d'Itaipú.

"*Ici c'est agréable et très confortable*", a dit Stroessner en désignant la maison d'hôte de la compagnie électrique d'Etat Furnas, à Itumbiara, à huit cent kilomètres au nord-ouest de Rio de Janeiro. Il a également indiqué qu'au Brésil il est propriétaire d'une maison d'été dans la station balnéaire de Guaratuba, Etat du Paraná.

Stroessner a expliqué qu'il ne savait ^{pas} quelle serait sa nouvelle destination, en admettant même qu'il pourrait retourner un jour au Paraguay, "*car personne ne peut savoir ce qui va se passer*".

D 1382-1/4

Avant l'interview, les conseillers de Stroessner avaient averti que l'ancien chef d'Etat ne répondrait pas aux questions sur les affaires intérieures du Brésil et du Paraguay, et qu'il pourrait à tout moment mettre fin à la conférence de presse si telle question ne lui plaisait pas. Les journalistes ont été minutieusement fouillés et ils ont eu l'interdiction de prendre des photos des autres pièces de la maison.

Durant les vingt-huit minutes de la conférence de presse à laquelle assistaient une cinquantaine de journalistes, Stroessner a affirmé: "Je ne pouvais pas le prévoir", en parlant du coup d'Etat qui l'a renversé vendredi et qui a amené au pouvoir le général Andrés Rodríguez, le beau-père de son fils. Interrogé en portugais par les journalistes et répondant en espagnol à la question de savoir s'il considérait le coup d'Etat comme la trahison d'un ami, Stroessner a fait celui qui ne comprenait pas ou ne voulait pas comprendre.

En effet Stroessner a traduit le mot portugais "traído" (trahi) par l'espagnol "atraído" (attiré). "Je n'ai pas été attiré par le Brésil, que je connais depuis de très nombreuses années. J'ai été envoyé ici en raison de circonstances spéciales, différentes des visites que j'ai faites jusqu'à maintenant", a déclaré Stroessner qui a ajouté: "Je ne sais pas ce que je vais faire. Je suis arrivé dimanche, et c'est aujourd'hui le mardi de Carnaval. Je suis en train de réfléchir".

Sur les accusations de contrebande, de corruption et de trafic de stupéfiants, Stroessner a dit que "la presse peut penser différemment, mais j'ai fait une administration saine. Il y a peut-être eu des situations anormales, mais j'ai toujours gouverné avec la loi et la Constitution entre les mains".

L'ancien gouvernant, habillé d'un costume bleu marine, chemise blanche et cravate rouge, portait à la boutonnière l'insigne du Parti Colorado. Il a passé la plupart du temps à triturer dans ses mains un étui à lunettes sans l'ouvrir.

La conférence de presse a eu lieu quelques heures après qu'une vingtaine de militants du Parti des travailleurs (PT) eurent fait une manifestation de protestation contre l'asile accordé à l'ancien gouvernant. La manifestation a eu lieu devant la maison où Stroessner est confiné. Des militaires équipés de fusils automatiques ont établi un cordon autour de la maison, suite aux bruits selon lesquels l'opposition prévoyait de nouvelles manifestations dans le secteur. L'agence brésilienne de presse *Estado de São Paulo* a déclaré que les autorités craignaient que Stroessner soit la cible d'un attentat terroriste.

L'opposition de gauche et des dirigeants syndicaux ont appelé hier leurs militants à manifester dans la rue pour contraindre le gouvernement Sarney à refuser l'asile au gouvernant déchu. Pour sa part, le président de la Centrale unique des travailleurs (CUT), Jair Meneguelli, a proposé que Stroessner soit renvoyé au Paraguay "pour que le peuple paraguayen puisse le juger". Meneguelli a déclaré que donner asile à Stroessner "c'est une attitude typique d'un régime militaire" et il a annoncé que son organisation, à tendance de gauche, va organiser des manifestations contre la présence de l'ancien gouvernant. A São Paulo, le Parti des travailleurs a déclaré qu' "il refuse la présence de Stroessner au Brésil et exige du gouvernement brésilien qu'il lui refuse l'asile dans le pays".

Des sources gouvernementales ont affirmé que Stroessner a l'intention de changer de résidence pour s'installer à Uberaba, une ville dans l'Etat de Minas Gerais à quatre cents kilomètres au sud de Brasília et qui est le premier centre d'élevage de bovins au coeur du Brésil. L'ancien gouvernant avait visité cette région au moins deux fois dans les dernières années à l'occasion de voyages d'affaires privés. De source officieuse on assure que Stroessner dispose de propriétés à Uberaba, en plus de la demeure familiale dans la station balnéaire de Guaratuba.

Le gouvernement brésilien a accordé l'asile temporaire à Stroessner sur demande du nouveau gouvernement paraguayen.

2. Conférence de presse du général Rodríguez après la chute du général Stroessner (La Nación, Buenos Aires, 7 février 1989)

UNE CONFÉRENCE DE PRESSE QUI PASSERA À L'HISTOIRE

Asunción - Dans sa première conférence de presse, le général-président Andrés Rodríguez a déclaré que, jusqu'à présent, aucun des trois médias fermés n'avait présenté de "demande de reconsidération de la mesure". Les journaux ABC Color et El Pueblo ainsi que Radio-Nanduti ont annoncé leur intention de réparaître suite à la chute de Stroessner. Rodríguez a précisé: *"Il faut tenir compte du fait que c'est aujourd'hui le premier jour de mes fonctions. Les demandes sont peut-être en route. Nous allons décider si cela vaut la peine de réouvrir ces médias."*

L'avenir politique

En ce qui concerne l'avenir politique il a annoncé que les chambres seraient dissoutes et que *"dans deux ou trois jours un décret sera publié pour des élections à la présidence de la République, au Sénat et à la Chambre des députés. Ces élections auront lieu dans les quatre-vingt-dix jours, conformément aux dispositions de la Constitution"*. Il a précisé que la date en serait le 1er mai.

Il a indiqué que *"la loi électorale sera modifiée pour permettre la participation de tous les partis démocratiques"*. Il a confirmé que le Parti communiste restera interdit.

Au sujet de son éventuelle candidature à la présidence de la République au titre du Parti Colorado, gouvernemental, il a dit que *"c'est le parti qui doit désigner son candidat et, pour cela, se réunir en convention"*. Interrogé sur sa réponse à une désignation par le parti, il a répondu: *"Qui s'y refuserait?"* Mais il a ajouté: *"Je ne serais pas vexé si le Parti Colorado estimait avoir un candidat plus capable. Je ne suis qu'un soldat, pas un homme politique."*

"Le président élu prendra possession dès le 1er mai et terminera la période de gouvernement restant des cinq années", faisant par là allusion à la période commencée par Stroessner le 15 août 1988.

Le trafic des stupéfiants

Les journalistes européens se sont particulièrement intéressés au problème de la drogue et lui ont rappelé que des publications étrangères l'accusaient d'être en lien avec le trafic des stupéfiants.

Il a rejeté ces accusations *"qui ont été lancées par des secteurs qui cherchent à me diffamer"*, et qui lui causent *"une grande tristesse"*. Il a affirmé catégoriquement: *"Je n'ai aucun lien avec le trafic de stupéfiants. Je le jure sur ce que j'ai de plus sacré comme catholique, et sur mes enfants comme père de famille. Je n'ai jamais eu aucun lien avec quoi que ce soit qui touche au trafic de stupéfiants. Je déteste ces choses."*

Interrogé sur la responsabilité du gouvernement déposé en matière de trafic de stupéfiants, il a répondu: *"Je ne puis dire s'il était ou non impliqué"*.

D'après les enquêtes du bureau nord-américain de lutte contre la drogue, le Paraguay est l'un des plus grands producteurs de marijuana et le lieu de passage obligé des principaux groupes opérant avec la cocaïne. *"Nous allons édicter des lois sévères dans le cadre constitutionnel pour mettre un terme à ce fléau avec la collaboration des organismes internationaux"*, a-t-il déclaré.

Le cas de Stroessner

Rodríguez a estimé que "les dictateurs ne sont pas des personnes élues par le peuple" et que: "je ne puis affirmer que le président Stroessner ait été un dictateur". Il a ajouté que de nombreux observateurs étrangers ont constaté il y a un an que le chef d'Etat déposé avait recueilli plus de 80% des voix lors de l'élection organisée pour son huitième mandat présidentiel.

Un journaliste a demandé si Stroessner reviendrait au Paraguay, à quoi il a été répondu que "cela dépend de la justice. Après un certain temps peut-être, trois ou quatre ans, que sais-je? Je n'ai pas d'opinion sur la question".

Sur une enquête concernant la corruption administrative, le général Rodríguez a déclaré que "tout se fera conformément aux lois" et que "il y aura un respect total des droits de l'homme".

Changements insolites

Au cours de ses trente-cinq années de gouvernement le général Stroessner s'est très rarement réuni avec de petits groupes de journalistes et n'a jamais donné de véritable conférence de presse. De plus, aucun vétéran du journalisme paraguayen ne se souvient qu'un jour un président ait pu entendre des questions journalistiques posées directement et sans censure.

Cette fois-ci les journalistes étaient convoqués à 6 H 30 du matin, heure normale du Palais López dans cette capitale chaude située sur les berges du fleuve Paraguay.

Après contrôle des cartes de presse et des pièces d'identité, les journalistes sont montés dans la salle de bal du premier étage aux grands lustres coloniaux, aux portraits des personnalités de l'histoire nationale et aux épais tapis. Un grand fauteuil de bois sculpté attendait le président par intérim.

Puis il y eut une grande confusion au cours de laquelle des policiers militaires agités ont entrepris de faire partir d'urgence les correspondants et photographes étrangers, pour les faire bientôt revenir normalement. Tout le monde a pu dans la confusion regagner sa place pour brancher micros et caméras.

Alors qu'on croyait que la conférence de presse historique allait commencer et que la température montait de plus en plus, les officiels ont annoncé que le président allait converser avec les journalistes non pas ensemble mais par petits groupes, et non plus dans la salle mais dans ses bureaux. Les journalistes et les photographes se sont alors précipités vers les escaliers dans le sens de la descente au milieu de bousculades et de jurons proférés en une infinie variété de langues.

Les policiers militaires sont intervenus une nouvelle fois pour mettre de l'ordre et finalement, vers 11 H du matin, des groupes de cinq à dix journalistes ont réussi à parler avec le général Rodríguez.

Le président, en costume sombre, a répondu calmement et avec le sourire à diverses questions plutôt embarrassantes et il a remercié les journalistes étrangers de leur présence dans le pays.

Au bout d'un moment, les aides du général ont annoncé qu'il était fatigué et qu'il ne recevrait pas les cinquante à soixante-quinze journalistes restants qui attendaient devant son bureau. Ceux qui avaient réussi à entrer comparaient en sortant leurs notes avec celles des autres groupes.

Aucune autre date n'a été donnée pour une nouvelle conférence de presse du président.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441